

## « Prendre notre part au Grand Débat national »

### Eléments de synthèse

Après l'invitation des évêques de France en décembre 2018<sup>1</sup> et le lancement du Grand Débat National<sup>2</sup>, l'Ensemble pastoral et les Semaines Sociales de Rueil ont voulu prendre une initiative localement. Deux soirées, intitulées « Prendre notre part au Grand Débat National », ont ainsi eu lieu les 5 et 8 février dans les locaux de la Maison paroissiale de Rueil-Malmaison. Elles avaient vocation à rassembler des participants de tous bords pour débattre de la situation du pays et des solutions à proposer, notamment sur les thèmes « Fiscalité et dépenses publiques » (soirée du 5) et « Démocratie et vie citoyenne » (soirée du 8).

Plus de 250 participants ont répondu à l'appel. Plus de 240 contributions ont été partagées pendant ces soirées. Si les organisateurs furent ravis de l'écho rencontré par leur invitation, l'exercice de synthèse proposé ici est nécessairement partiel. Que le lecteur veuille bien excuser les limites de cet exercice !

#### Des raisons d'espérer

« Quelles sont les raisons d'espérer ? » : c'était la question de synthèse proposée à l'issue de la première séquence, qui invitait chacun à témoigner de la manière dont il avait vécu les derniers événements et à identifier les causes du malaise actuel. Près de 100 contributions ont été réunies sur ce thème sur les deux soirées.

*Le Grand Débat est en soi une raison d'espérer.*

De diverses manières, une large partie des contributions insistent sur ce point :

- Le Grand Débat procède d'une prise de conscience collective inédite, suite à l'ampleur du mouvement des gilets jaunes et à certaines formes violentes qu'il a pu prendre. Prise de conscience que certaines inégalités ne sont plus acceptables, prise de conscience du clivage qui divise notre société, prise de conscience qu'il est temps d'œuvrer à une rénovation de nos modèles en profondeur. Un participant de conclure : « Un coup de pied au derrière peut parfois être utile ! » On peut donc espérer que cette prise de conscience nous mette suffisamment en mouvement pour que des choses changent, effectivement.
- L'écho rencontré par le Grand Débat et le fait que nos soirées, à titre d'illustration, aient pu réunir autant de gens aussi divers en si peu de temps. Un besoin de parler et une énergie collective largement partagés.
- L'expérience même du débat, où certains redécouvrent avec joie que l'on peut échanger avec des inconnus, parfois très différents de nous, dans le respect et l'écoute. La redécouverte pour certains que l'on peut travailler ensemble, que l'on peut renouer le dialogue, alors qu'il semble parfois si compliqué. En « off », un ami des Semaines

---

<sup>1</sup> Cf. <https://eglise.catholique.fr/conference-des-veques-de-france/textes-et-declarations/468109-appel-aux-catholiques-de-france-a-nos-concitoyens/>

<sup>2</sup> Cf. [www.granddebat.fr](http://www.granddebat.fr)

Sociales disait « j'ai 75 ans et j'ai l'impression de contribuer à construire de la démocratie pour la première fois de ma vie ! »

- Le Grand Débat comme occasion inédite de construire ensemble des solutions. Si beaucoup n'ignorent pas la difficulté de l'exercice de synthèse et espèrent que le gouvernement tiendra réellement compte des contributions reçues, ils voient néanmoins dans cet exercice une opportunité unique pour contribuer à esquisser un changement de gouvernance et de société

### La foi, la France, l'Europe, les jeunes

De manière numériquement moins marquée, d'autres raisons d'espérer apparaissent :

- Pour certains croyants, la foi donne de l'espérance et la transformation de notre pays relève aussi de l'aventure spirituelle.
- Les capacités de la France. Notre pays reste prospère et a des marges de manœuvre pour se transformer. Nous avons toujours su nous relever des crises, « on en a connu d'autres ». Notre système de redistribution, s'il doit être amélioré, reste une chance.
- L'Europe pour d'autres est aussi un espoir et une raison d'espérer. Une Europe protectrice et sociale.
- L'élan de la jeunesse, la solidarité qui existe au sein des jeunes générations, le sens de la responsabilité constaté chez eux donnent de l'espoir<sup>3</sup>.

### Une attente forte vis-à-vis des gouvernants

D'autres, enfin, témoignent de leur espoir dans la classe politique : qu'elle ait réellement pris conscience de l'importance des enjeux, qu'elle tienne ses promesses notamment dans l'après-Grand Débat, que les rôles et responsabilités soient mieux définies entre pouvoir central et local. Un espoir autant qu'une exigence, donc !

## **Fiscalité et dépenses publiques**

### La compréhension et la destination de l'impôt

Beaucoup insistent sur le fait qu'on ne sait pas assez à quoi servent nos impôts. Un gros effort de pédagogie est à faire<sup>4</sup>, certains insistant pour cela soit fait dès l'école.

L'absence de destination de l'impôt (les impôts servant de manière indifférenciée à l'ensemble des dépenses de la collectivité) peut nuire à la compréhension voire au consentement à l'impôt. Un participant donne l'exemple de la vignette auto il y a quelques décennies, destinée à financer les retraites. Faire plus souvent en sorte qu'un impôt puisse être dédié à une cause serait une source de motivation supplémentaire, pour certains même pour payer davantage.

---

<sup>3</sup> Notons néanmoins que les 18-35 ans étaient loin d'être sur-représentés durant les débats ...

<sup>4</sup> Les éléments de contexte proposés dans la fiche thématique du Grand Débat sur le thème ont été fort appréciés de certains.

### Une logique d'investissement

Beaucoup souhaitent que l'impôt serve en priorité des causes de moyen/long terme :

- L'éducation : donner plus de moyens et une meilleure organisation, mieux rémunérer les enseignants pour attirer de nouveaux talents et qu'ils puissent exercer dans de meilleures conditions
- La transition écologique : lancer un Plan Marshall de la transition énergétique, quitte à l'inclure dans un plan européen ; financer une rénovation de moyen terme de nos infrastructures de transport pour limiter l'usage de l'automobile
- La réduction de la dette est pour certains une priorité car une épée de Damoclès pour notre pays et un devoir vis-à-vis des générations futures. Pour un participant, une réduction à opérer par tous les moyens : emprunt populaire, renégociation internationale  
...
- La solidarité : permettre aux retraités bénévoles de pouvoir déclarer des frais professionnels dans le cadre de leurs missions, leur donner accès à un service civique senior, notamment en fin de carrière, sans décote pour la retraite ; lancer un grand plan de refondation du logement ; renforcer les exonérations d'impôts aux associations et mouvements caritatifs ; favoriser les expériences type « zone 0 chômeur », financer le retour à l'emploi de manière volontariste

### Un contrôle accru et une rationalisation des différents régimes

Beaucoup insistent sur la nécessité de mieux contrôler la dépense publique, par exemple en donnant plus de pouvoirs à la Cour des Comptes, voire une capacité réellement coercitive et de sanction, ou en renforçant d'autres niveaux de contrôle. D'autres reviennent sur l'importance de la lutte contre l'évasion fiscale où beaucoup reste à faire, notamment au niveau européen.

Un certain nombre de participants reviennent sur les efforts à consentir pour que le système fonctionne mieux : harmoniser les différents régimes en ne tolérant plus certains avantages historiques qui ne se justifient plus ; harmoniser les niches fiscales ; tasser le « mille-feuilles » administratif ; s'attaquer à une harmonisation fiscale à l'échelle de l'Europe ; évaluer l'utilité de certaines commissions ou sociétés publiques.

### Un impôt pour tous mais plus progressif

Faire payer un impôt à tous, notamment sur le revenu et même très faible, est pour certains participants un outil de responsabilisation. En complément, faire payer plus aux très hauts salaires ou au-delà d'un certain niveau de retraite semble très cohérent pour d'autres.

## **Démocratie et vie citoyenne**

Conformément au cadrage du Grand Débat, trois sous-thèmes étaient proposés à la discussion : la vie citoyenne (institutions, représentants, lieux de la démocratie, ...), la laïcité et l'accueil des migrants. C'est de loin le premier thème qui a rassemblé le plus de contributions.

### Relancer la démocratie locale

Le local et notamment la ville doivent redevenir pour beaucoup le premier lieu de la démocratie : construire des budgets participatifs, organiser des référendums locaux sur les

grands projets, expérimenter le RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne) au niveau local, dépolitiser la politique locale (maires, députés, ...) pour qu'elle se concentre sur la médiation et le débat avec les administrés, débattre de projets nationaux dans leurs conséquences locales.

Cela nécessite comme certains le soulignent une mise à plat des niveaux de représentation. Comme un participant le propose, ne garder que trois niveaux, national, local et « intermédiaire », en diminuant le nombre de strates (national, Région, Département, Grand Paris, inter-communalité, ville, ...)

### Quelques points plus techniques

Diverses idées étaient proposées dans le questionnaire du Grand Débat, voici un aperçu des réponses collectées :

- Le cumul de mandats n'est pas forcément un problème et il est important que les élus gardent un ancrage local, mais le cumul des rémunérations, lui, doit être encadré.
- Une majorité des voix exprimées est en faveur : du vote obligatoire, du décompte des votes blancs, de l'insertion d'une dose de proportionnelle aux législatives (15% ?).
- Certains s'expriment en faveur d'un seul mandat présidentiel, non-renouvelable, mais plus long (6/7 ans) pour pouvoir mener les réformes à bien.
- Enfin d'autres militent pour des lois plus courtes avec des décrets d'application locaux et un temps de validation plus rapide (introduire plus de subsidiarité dans les décisions et limiter la « navette » parlementaire).

### La laïcité

Introduire plus de formation sur les religions et cesser de les voir tout le temps comme des menaces.

### Les migrants

Nous pouvons en accueillir davantage mais il nous faut humaniser et rationaliser l'accueil (un service civique obligatoire à leur arrivée ? solenniser davantage leur naturalisation ?). Une stratégie européenne doit pouvoir s'appuyer sur la France, Frontex n'est pas la seule solution.

### S'investir davantage

Un certain nombre des participants reconnaissent qu'on ne peut tout attendre de l'Etat sous toutes ses formes et que c'est à chacun de se responsabiliser et de s'engager : participer plus souvent aux réunions locales ; s'engager davantage dans les associations (politiques, de solidarité, ...) et faire plus de bénévolat ; introduire l'obligation pour tout citoyen d'avoir à un moment une responsabilité au service de la collectivité.